



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Angerville la Campagne, le 19 mars 2007

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
DE HAUTE-NORMANDIE

Groupe de subdivisions de l'Eure  
Rue de melleville  
27930 Angerville la campagne  
Affaire suivie par Chantal LEPAREUX  
Téléphone : 02.32.23.45.70.  
Télécopie : 02.32.23.45.99.  
Mél. [drir-haute-normandie@industrie.gouv.fr](mailto:drir-haute-normandie@industrie.gouv.fr)  
GSEV.2007.03. 459 .CL.CP.doc

**DÉPARTEMENT DE L'EURE**

-----  
**Société SITA – FD (ex CERED)**

**Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Élimination des Déchets industriels spéciaux  
Communes de La Chapelle-Réanville et Saint-Etienne-sous-Bailleul**

-----  
**Rapport d'activité 2006**

-----  
**Rapport de l'inspecteur des installations classées**

Conformément à l'arrêté préfectoral du 12 juillet 1993 autorisant la création du site et à l'arrêté préfectoral du 15 mai 2006 (article 7.4) actualisant ses conditions d'exploitation, la société SITA-FD a transmis à l'inspection des installations classées le 29 janvier 2007 le rapport d'activité 2006 du centre d'études et de recherches sur l'élimination des déchets industriels spéciaux qu'elle exploite sur les communes de La Chapelle-Réanville et de St-Etienne-sous-Bailleul, dans l'enceinte du Centre National de Prévention et de Protection (C.N.P.P.).

Ce rapport a pour objet de présenter aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques le bilan de l'année 2006, conformément à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif aux installations de stockage de déchets dangereux.



Ministère de l'Ecologie  
et du Développement Durable

## 1. GENERALITES SUR L'ETABLISSEMENT

Le centre SITA FD de la Chapelle Réanville, qui reçoit des déchets industriels spéciaux, comprend :

- une unité de traitement des déchets par procédé de stabilisation/solidification,
- une zone de stockage permanent de déchets d'une superficie d'environ 8 000 m<sup>2</sup> subdivisée en 4 alvéoles dénommées « Arche »,
- un laboratoire de recherche (test et développement des procédés de traitement) et d'analyses (identification des déchets, contrôle des chargements),
- une zone de casiers pilote expérimentaux (études sur la conception des alvéoles et le comportement à moyen terme des déchets stabilisés) utilisée actuellement en partie pour le stockage temporaire des déchets en attente de stabilisation.

Le fonctionnement du site a été réglementé initialement par arrêté préfectoral du 12 juillet 1993. Cet arrêté a fixé à 25 ans la durée maximale d'exploitation du stockage de déchets en alvéoles et à 80 000 m<sup>3</sup> le volume maximal de déchets stockés. Puis, les arrêtés préfectoraux complémentaires des 19 et 20 octobre 1999 ont précisé les conditions de surveillance des eaux souterraines et le montant des garanties financières.

Depuis, les conditions d'exploitation du centre ont été actualisées par arrêté préfectoral du 15 mai 2006, qui prend en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage des déchets dangereux.

## 2. EXPLOITATION

### 2.1. Evolution des tonnages reçus

Au regard du rapport d'activité transmis, le centre a reçu 3 468 t de déchets industriels spéciaux durant l'année 2006 et a traité 3 524 t de déchets au niveau de l'unité de stabilisation admis ensuite en zone de stockage (capacité autorisée : 4 000 t). Pour l'année 2005, ces chiffres étaient respectivement de 1 938 t et 2 336 t. La différence entre les tonnages traités et enfouis s'explique par la résorption partielle du stock de déchets en attente de traitement (ou admis pour des programmes de recherches), limité à 100 t par arrêté préfectoral du 15 mai 2006.

Ces déchets proviennent de 11 régions de France, et principalement des régions Ile-de-France (58 %), Nord-Pas-de-Calais (10 %), et Rhône-Alpes (9 %). Une partie des déchets (7 %) vient du Luxembourg.

Il s'agit essentiellement de résidus de l'épuration des fumées de l'incinération des ordures ménagères (environ 30 %), de gravats contenant des substances dangereuses (17 %) et de déchets de fonderie de métaux non ferreux (11 %).

### 2.2. Evolution du stockage de déchets (voir schéma joint)

La zone de stockage de déchets, d'une superficie globale de 8 000 m<sup>2</sup>, est subdivisée en 4 alvéoles dénommées « Arche » dont 2 ont été exploitées et 1 est en cours d'exploitation.

Les déchets stabilisés sont admis dans les alvéoles en vrac par couches successives d'une hauteur maximale de 1,20 m, à l'intérieur de coffrages délimitant des plots répertoriés à l'unité dans les archives du centre.

Les alvéoles « Arches 1 et II » ont été exploitées jusqu'au niveau 5,70 m (pour un niveau maximal autorisé de 6 m) et recouvertes d'une couverture provisoire afin d'éviter l'infiltration des eaux pluviales.

L'alvéole « Arche III » est en cours d'exploitation ; fin 2006, le niveau de remplissage de 3 m a été atteint sur 80 % de sa superficie, le niveau 4,50 m sur le tiers de sa surface et le niveau 6 m sur 15%.

De 1993 à 2006, 26 784 m<sup>3</sup> de déchets ont été enfouis sur le site pour un volume limité à 80 000 m<sup>3</sup> dans l'arrêté.

### **3. ADMISSION DES DECHETS SUR LE CENTRE**

Au cours de l'année 2006, 62 analyses initiales de déchets ont été effectuées (tests de lixiviation suivant la norme NFX 30-402-2) et 58 certificats d'acceptation préalables (dont 22 renouvellements) ont été émis pour la réception des déchets sur le centre suite aux essais de stabilisation.

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2004, une analyse de contrôle est effectuée lors de l'arrivée du chargement sur le site, afin de comparer les résultats à ceux de l'analyse initiale. 204 analyses de ce type ont été réalisées en 2006.

### **4. GESTION DES EAUX**

#### **4.1 Gestion des lixiviats**

Les lixiviats issus de la zone de stockage des déchets sont collectés dans un bassin étanche et couvert de 700 m<sup>3</sup>. Au cours de l'année 2006, ces lixiviats (1 289 m<sup>3</sup>) ont été entièrement recyclés dans le procédé de stabilisation des déchets.

#### **4.2 Gestion des eaux pluviales**

Les eaux pluviales du site sont collectées dans un bassin, dont l'eau est analysée mensuellement avant rejet dans un fossé rejoignant le réseau pluvial du site (C.N.P.P.). Le volume d'eau rejeté dans ce réseau en 2006 a été de 1 710 m<sup>3</sup>.

Les eaux pluviales provenant plus spécifiquement de la zone des casiers pilote (éléments en béton préfabriqués utilisés dans le cadre du programme de recherches) sont également collectées dans un bassin, dont le contenu est rejeté dans le réseau pluvial du site après analyse mensuelle. Le volume d'eau rejeté au réseau en 2006 a été de 2 089 m<sup>3</sup>.

Globalement, le rejet dans le réseau pluvial du site (C.N.P.P.) reste inférieur au débit autorisé : 617 m<sup>3</sup> maximum rejetés par mois (novembre 2006) pour 1 440 m<sup>3</sup>/mois autorisés (2 m<sup>3</sup>/h en moyenne journalière).

Au regard des bulletins d'analyses communiqués, les normes de rejet prescrites (article 5.1.11 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2006) sont respectées pour l'ensemble des eaux pluviales.

### 4.3 Surveillance des eaux souterraines

La surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site est assurée par 3 piézomètres (1 amont et 2 aval). Au regard de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2006 (article 5.1.10), l'ensemble des piézomètres doit faire l'objet d'une analyse de référence complète tous les 2 ans, et les 2 piézomètres aval d'une analyse simplifiée tous les 4 mois.

La dernière analyse de référence a été effectuée en novembre 2005 par le Laboratoire municipal de Rouen. Les anomalies relevées sont les suivantes au regard du décret du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine :

- PZ0 (amont) : valeur élevée du C.O.T (12,8 mg/l pour une norme de 2), taux élevé de chlorures (279 mg/l pour une norme de 250), taux élevé de chlortoluron (2,18 µg/l pour une norme de 0,1),
- PZ1 et PZ2 (aval) : valeur élevée d'atrazine sur PZ1 (0,3 µg/l pour une norme de 0,1) et de simazine sur PZ2 (0,25 µg/l pour une norme de 1,1), taux élevé de diuron sur PZ1 et PZ2 (respectivement 0,76 et 0,39 µg/l pour une norme de 0,1).

Les valeurs élevées concernant les pesticides (atrazine, simazine et diuron) ne sont pas imputables au site SITA-CERED. Certaines anomalies constatées lors de la précédente analyse de référence (octobre 2003) ont disparues, en particulier celles concernant les hydrocarbures totaux pour l'ensemble des piézomètres.

De plus, les piézomètres aval PZ1 et PZ2 ont fait l'objet d'une campagne d'analyses simplifiée par le laboratoire SGS Multilab de St Etienne du Rouvray en février, mai et octobre 2006. Ces analyses font toujours apparaître des valeurs élevées de C.O.T sur le piézomètre PZ1 (2,4 2,8 et 5,1 mg/l pour une norme de 2). Toutefois, ces valeurs sont largement inférieures à celles enregistrées sur le piézomètre amont en novembre 2005 et lors des contrôles précédents (valeurs supérieures à 10 voire 20 mg/l). Concernant les autres paramètres, le laboratoire SGS a comparé les résultats aux valeurs de constat d'impact définies par le M.E.D.D. pour la gestion des sites pollués. Cette comparaison met en évidence :

- PZ1 aval : des dépassements des VCI usage sensible en février 2006 pour l'arsenic, le chrome, le mercure et les hydrocarbures totaux ; en mai 2006 pour le mercure et le nickel ; en octobre 2006 pour le chrome, le nickel et les hydrocarbures totaux ; les valeurs mesurées sont inférieures aux VCI usage non sensible.
- PZ2 aval : des dépassements des VCI usage sensible en février 2006 pour l'arsenic, le mercure, le manganèse et les hydrocarbures totaux ; en octobre 2006 pour le manganèse ; les valeurs mesurées sont inférieures aux VCI usage non sensible.

L'interprétation des résultats étant difficile (résultats assez hétérogènes d'une campagne à l'autre), un suivi de la qualité des eaux souterraines par un hydrogéologue agréé a été imposé à l'exploitant par arrêté préfectoral du 15 mai 2006. L'exploitant a pris contact dernièrement avec la DDASS pour la nomination d'un hydrogéologue agréé.

## 5. INSPECTION REALISEE SUR LE SITE DURANT L'ANNEE 2006

La D.R.I.R.E. a procédé le 11 décembre 2006 à une inspection du site, la visite précédente datant du 13 décembre 2005. Cette visite avait pour objet le contrôle des prescriptions de l'Arrêté Préfectoral du 15 mai 2006 actualisant les prescriptions du site au regard de l'Arrêté Ministériel du 30 décembre 2002 relatif aux installations de stockage de déchets dangereux et plus particulièrement celles concernant : les conditions d'exploitation de l'alvéole « Arche 3 », les procédures d'acceptation des déchets, la surveillance des eaux souterraines et superficielles et le système de drainage et de collecte des lixiviats.

Durant cette visite, nous avons constaté que la procédure d'acceptation des déchets sur le centre était respectée (dossier de caractérisation, certificat d'acceptation préalable, analyses à la réception). Néanmoins, dans certains cas, des différences importantes apparaissent entre les résultats des analyses effectuées sur échantillon initial lors de l'émission du certificat d'acceptation et celles réalisées lors de la réception du déchet. Ceci soulève la question de la représentativité des échantillons qui font l'objet de la caractérisation initiale et qui déterminent l'acceptation ou non du déchet sur le centre après essai de stabilisation en laboratoire.

En outre, les points suivants ont été abordés :

- la saturation prévue pour le second semestre 2007 de l'alvéole « Arche 3 » en exploitation,
- l'absence d'interprétation par un hydrogéologue agréé des résultats d'analyses d'eaux souterraines, rendue obligatoire par l'arrêté du 15 mai 2006,
- l'existence de traces d'arsenic dans les eaux pluviales rejetées au réseau pluvial du C.N.P.P.,
- la saturation du bassin de collecte des lixiviats pompés au niveau du casier en exploitation, ainsi que d'une partie de la capacité de stockage de l'unité de stabilisation les recyclant,
- l'existence de dépôt dans le réseau de drainage de fond des lixiviats malgré l'opération de curage menée en mai 2006 mais non suivie d'une nouvelle vidéo-inspection,
- l'arrivée à échéance de l'acte de cautionnement des garanties financières au 31 décembre 2007 (dont le renouvellement doit intervenir 6 mois avant l'échéance).

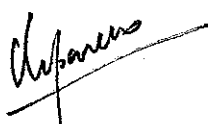
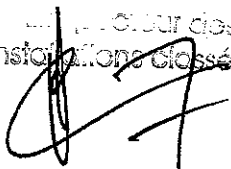

L'ensemble de ces observations a été confirmé à l'exploitant par courrier du 16 janvier 2007. Dans sa réponse datée du 12 février 2007, celui-ci nous a apporté les éléments de réponse suivants :

- compte tenu du caractère aléatoire de l'échantillonnage de déchets, leurs caractéristiques pouvant varier d'un conditionnement à l'autre sur un même chargement d'un même lot, les réactifs chimiques et liants hydrauliques utilisés pour la stabilisation sont utilisés à une concentration supérieure au besoin réel de chaque fabrication,
- la DDASS a été contactée par fax le 5 février 2007 pour la nomination d'un hydrogéologue agréé,
- la recherche en cours de l'origine de la présence d'arsenic dans les 2 bassins de collecte d'eaux pluviales du site ne présentant aucune liaison physique entre eux (vérification d'une contamination éventuelle du matériel de laboratoire utilisé),
- la réalisation programmée des travaux de curage et de vidéo-inspection du système de drainage de fond des lixiviats au second semestre 2007,
- l'envoi à monsieur le Préfet en juin 2007 du nouvel acte de cautionnement des garanties financières (période 2008/2010).

## 6. COMMISSION LOCALE D'INFORMATION ET DE SURVEILLANCE

La commission locale d'information et de surveillance s'est réunie le 6 avril 2006 sous la présidence de M. le Préfet de l'Eure. Les points suivants ont été évoqués :

- rapport d'activité 2005,
- travaux réalisés sur le site en 2005 (couverture du bassin de lixiviats, couverture temporaire des alvéoles « Arches 1 et 2 », vidéo-inspection des drains du réseau collecte des lixiviats),
- actualisation de l'arrêté préfectoral d'autorisation,
- visite de contrôle de l'inspection.

<b>REDACTEUR :</b> L'inspecteur des installations classées   Chantal LEPAREUX Le 27 MAR. 2007	<b>VERIFICATEUR :</b>   Le 24/7	<b>APPROBATEUR :</b> Adopté et transmis le 21/4/07 à monsieur le préfet de l'Eure pour le directeur et par délégation,  L'adjoint au chef du service régional de l'environnement industriel,   Christian LEGRAND
---	---	--

P.J : plan du niveau de remplissage des alvéoles de stockage.